

P. VAN DEN DUNGEN, *Milieux de presse et journalistes en Belgique au 19<sup>ème</sup> siècle (1828-1914). Des origines de l'État constitutionnel bourgeois aux débuts de la démocratie de masse*, Université Libre de Bruxelles, 2003, Promoteur: Prof. Dr. J. Puissant

---

L'historiographie consacrée à la presse écrite belge au 19<sup>ème</sup> siècle (principalement celle de type généraliste et quotidienne) constitue une masse bibliographique impressionnante. Il n'existe pas à ce jour de véritable synthèse sur le sujet et les historiens ne se sont pas suffisamment interrogés sur l'efflorescence médiatique observée au cours de la période. Ils ont également peu étudié les raisons qui ont poussé la plupart des hommes influents dans l'espace public (politiques, religieux, publicistes), à un moment ou l'autre de leur parcours, à contribuer qui au financement qui à la rédaction de journaux.

C'est avec ces multiples interrogations à l'esprit, que j'ai voulu aborder, en l'occurrence entre 1828 (date de l'Union entre catholiques et libéraux) et 1914, *les milieux de presse*, quelques générations d'hommes (et plus rarement de femmes). L'étude porte moins sur le support papier (journaux) que sur les discours et les actes de ces *animateurs* de presse.

D'un point de vue théorique, elle s'appuie sur les thèses de Jürgen Habermas pour qui la *publicité* (au sens de l'action de porter à la connaissance du public) constitue l'outil fondamental grâce auquel la société bourgeoise a réussi à répandre ses idéaux issus du libéralisme politique. L'approche des milieux de publicistes est dès lors essentielle, celle des tenants des libertés nouvelles (liberté de la presse, de conscience, de culte, d'expression...) comme celle de leurs opposants. Spécialement au cœur du processus de massification qui conduit l'originel *État constitutionnel bourgeois* censitaire aux prémisses de la *démocratie de masse*. Cette dernière formule exprime la progressive accession aux affaires (politiques, économiques et culturelles) des hommes et, plus tard, des femmes sans "qualités" au goût de l'opinion bourgeoise.

Les investigations ont bénéficié de la masse bibliographique évoquée (plus d'un millier de références, pour beaucoup inédites). Les sources émanent des papiers de journalistes et des archives de journaux. Mais les premiers sont

rares et les secondes lacunaires ou inexistantes. Aussi, ai-je dû me tourner vers les nombreux fonds d'archives de personnalités mêlées aux activités de presse, dans lesquels fourmille une multitude d'informations sur les milieux journalistiques. Ce corpus archivistique, de type *transversal*, a permis de montrer l'implication dans le champ journalistique *d'hommes de lettres* traditionnellement oubliés alors qu'ils ont consacré une bonne part de leur carrière à la presse quotidienne.

Les sources éditées de type annuaires des associations professionnelles, comptes rendus de congrès nationaux et internationaux de journalistes ont également été scrupuleusement analysées d'un point de vue quantitatif et statistique. D'autre part, les papiers de l'Agence Havas, conservés à Paris, ont révélé des informations inédites sur *l'influence* française dans le monde journalistique belge. La constitution d'une base de données (726 noms à ce jour), à partir de recherches personnelles et grâce à l'analyse recoupée des travaux biographiques réalisés par des étudiants de la section de journalisme de l'U.L.B., a permis la modélisation d'une série d'informations biographiques (contexte familial, langues, géographie – lieux de naissance, de travail et de décès –, fonctions dans la presse, autres professions, rôle associatif, décorations, famille, appartenance politique).

## 1. PRINCIPES POLITIQUES LIBÉRAUX, PRATIQUES COMMERCIALES LIBÉRALES ÉCONOMIQUES

Avec Habermas pour principal référent conceptuel, il a été possible de définir quelques notions et principes fondateurs. Il s'agit de la liberté de la presse, également devoir de publicité des idées nouvelles. Il s'agit encore du concept *d'opinion publique* qui prend des formes plurielles et évolutives en fonction du contexte sociopolitique et économique.

Suit l'évocation des premières manifestations de cette opinion, avec la structuration d'un tiers état urbain, en voie de *sociabilisation*, en particulier par le biais de sociétés (cercles et clubs) et de salons. Ces groupes vont utiliser la liberté de la presse pour amplifier et rendre publiques leurs conversations privées. Ils vont ainsi répandre leurs insatisfactions face à un système politique qui a restreint à une élite l'exercice des droits issus des idées nouvelles. Et ce en contradiction avec la Constitution, l'acte fondateur de la nation théoriquement souveraine.

Dans le même temps, au-delà des discours de principe sur le rôle de propagateur politique de la presse dite d'opinion, les gestionnaires de journaux recourent rapidement à des pratiques commerciales (qui relèvent quant à elles du libéralisme économique).

Le goût de l'enrichissement personnel a primé sans conteste dans l'esprit de ces entrepreneurs de presse autant que l'envie de s'autonomiser des pouvoirs politiques et religieux. Ces patrons ont cependant compris combien il fallait de moyens financiers pour que leur journal puisse survivre, se développer, pour qu'ils aient les moyens d'investir et, dès lors, d'être en mesure de remplir leur office auprès du plus grand nombre. Ils ont compris cette nécessité bien avant les tenants de la presse d'opinion.

Ceux qualifiés de *doctrinaux* dans la thèse, en raison de leur positionnement au service d'un ensemble de notions théoriques par lesquelles eux où le "groupe" dont ils défendent les intérêts veulent diriger l'action humaine.

Sous l'influence de thèses surtout véhiculées dans le domaine francophone par le patron de presse français Emile de Girardin, les entrepreneurs privés ont privilégié, pour leur part, des stratégies commerciales. Ils ont favorisé la vente au numéro plutôt que l'abonnement, baissé le prix de vente du journal et multiplié les annonces et les publicités commerciales plus rentables que l'abonnement. Ils se sont aussi interrogés sur la teneur (forme et fond) des contenus, cherchant à les faire correspondre à ce qu'ils estimaient être les goûts du public. Autant de pratiques qui, dans une logique de concurrence, se sont révélées pertinentes pour accroître le lectorat. Ce n'est pas pour autant que les entrepreneurs privés ne défendaient pas d'idées politiques.

Ces initiatives émanent à l'origine de cercles progressistes et de milieux libéraux non *doctrinaires*, soit hors la droite du mouvement.

## 2. ATTITUDES DE LA PRESSE D'EXTRÊME GAUCHE ET CATHOLIQUE

La deuxième interrogation majeure de la thèse porte sur les animateurs de journaux des deux opinions doctrinales non libérales (l'extrême gauche – démocrates, radicaux, socialistes – et les catholiques). Les deux sphères divergent radicalement dans leur projet de société mais se ressemblent dans les *modus operandi* mis en œuvre pour créer leur propre presse et tenter de concurrencer la presse commerciale libérale.

Les milieux journalistiques de l'extrême gauche, issus de la sphère libérale, souscrivent aux idées nouvelles. Ils estiment toutefois que la Révolution

belge a été confisquée au peuple. Dès lors ils vont vouloir conscientiser ce *peuple*, sans toujours être capable de définir les composantes de ce que l'époque désignait sous le nom de "classes inférieures". Démocrates et socialistes vont déplorer qu'un journal pour le peuple ne soit pas forcément un journal *populaire*. Ils ont opté en effet pour une presse de propagande, à vocation éducative. Or les classes populaires, malgré leur lente alphabétisation, semblent avoir montré peu d'enthousiasme pour ce type de prose.

Un courant minoritaire mais récurrent (révolutionnaire) a voulu privilégier dès lors la piste de la rupture avec "l'élément bourgeois" pour créer une culture spécifiquement populaire et bientôt socialiste. C'est toutefois la convergence qui l'emporte entre libéraux non doctrinaires et l'extrême gauche. Parce que pour contrer les structures persistantes de l'Ancien Régime et répandre les idées nouvelles, il fallait, ensemble, contribuer à la laïcisation de la société civile et à la constitution de l'espace public.

Les organes de presse socialistes, malgré leurs vellétés de fonctionner en dehors des pratiques commerciales libérales, n'ont pu ignorer le facteur économique. Pas plus que les tactiques nécessaires pour attirer le lectorat populaire et puis massifié. Ainsi du quotidien *Le Peuple*, organe officiel du P.O.B. au titre emblématique, créé "pour que le peuple lise". L'étude souligne les difficultés rencontrées à l'origine en raison du prix du quotidien, jugé trop élevé. Mais elle met aussi en valeur les divergences entre des partisans exclusifs d'une presse de propagande (dogmatiques marxistes) et les journalistes professionnels, conscients du désir de divertissement des foules (romans-feuilletons, faits divers...). D'où d'ailleurs la nécessité de créer une doublure bon marché, *L'Écho du peuple*, au contenu largement débarrassé de la doctrine.

L'autre presse d'opinion doctrinale qui cherche à se distinguer du modèle libéral et commercial est la presse de la sphère catholique. Les responsables de la Droite vont s'interroger sur la meilleure façon d'utiliser voire d'interpréter les idées nouvelles. Des catholiques libéraux, très actifs dans le journalisme, des civilistes (catholiques fidèles en tous points à la Constitution), en plus grand nombre, adoptent un mode de raisonnement qui puise aux sources (modernes) de la dialectique. Ils rejettent la thèse libérale (ses finalités politiques et sociales) mais souscrivent à l'hypothèse, utilisant la liberté de la presse comme un outil pour défendre leur credo voire reconquérir les brebis égarées.

Le débat dans la sphère catholique est aussi de savoir s'il faut une presse d'inspiration catholique ou une presse confessionnelle. La deuxième solution – au départ écartée car plus défensive qu'offensive – s'impose en raison du durcissement de la situation politique nationale et internationale dans les

années 1860-1870 (Pie IX et la naissance de l'État italien, l'Internationale socialiste et la Commune de Paris). Ces bouleversements raidissent les positions de la Droite, y compris momentanément celles de ses éléments les plus progressistes. Quant aux réactionnaires, ils optent pour une presse *ultramontaine* (obéissant en toutes matières au pape, avant même la fidélité à la loi fondamentale). Le message de ce journalisme d'apostolat, partisan de l'Ancien Régime ne rencontre pas le succès de masse, essentiellement en raison de l'intolérance de son contenu religieux. Mais, soutenu par Pie IX (autoproclamé infallible en 1870), il constitue une force de nuisance non négligeable dans les tentatives de développements des organes conservateurs. Il faut attendre la naissance d'un journalisme d'initiative privée animé par des gestionnaires catholiques pour que la presse commerciale s'impose dans la sphère conservatrice et rencontre un vaste public.

### 3. MASSIFICATION ET QUESTION SOCIALE: EFFETS SUR LES MILIEUX DE PRESSE

Pour qu'un tel phénomène se produise (dans les années 1880), il a fallu que s'impose la *question sociale* dans un contexte de *massification* qui a rendu désuètes et insuffisantes les querelles philosophiques-politiques, claniques, de l'élite bourgeoise.

La partie 3 I du travail prend la mesure quantitative de la massification de la presse à l'aide d'estimations chiffrées (tirages). Grâce aussi à l'approche des développements remarquables de la presse quotidienne flamande "à une cent" qui illustre à nouveau les progrès de la lecture de quotidiens au sein des couches les plus populaires.

Le journalisme *d'information* qui triomphe n'exprime plus ses opinions de façon doctrinale et se substitue à la forme historique (1830), *de principe*, du journalisme libéral. Ainsi les titres doctrinaux, les grands journaux élitistes, stagnent-ils avant de disparaître.

En revanche, l'aile progressiste et les modérés de la sphère libérale vont proposer une presse d'information *littérisée*, tant au niveau du *style* (et des références culturelles) que dans la mise en avant récurrente des questions littéraires et artistiques. Ils obtiennent un succès relatif mais souffrent d'une capitalisation insuffisante. Surtout au regard de la presse massifiée à fort tirage, de tendance libérale ou catholique mais aussi neutre, pour sa part structurée selon les règles du capitalisme d'initiative privée de type familial.

L'étude cherche ensuite à cerner les raisons du succès de l'information. Elle souligne l'importance des innovations technologiques auxquelles toutefois, dans une logique de marché, seule la demande massifiée (lectorat en croissance) rend nécessaires les *applications industrielles* à grande échelle.

La partie 3 II explicite les conséquences principales de la massification sur le métier: sa technicisation et la *professionnalisation* des pratiques de presse. Elle propose d'abord une définition du *journaliste*, pour déterminer ce que le terme recouvre avant et après la décennie 1880. L'exploitation de la base de données permet ensuite une approche *quantitative* du milieu.

Enfin, de façon qualitative, le travail souligne l'émergence progressive de nouvelles pratiques professionnelles qui marquent l'affirmation de la course aux nouvelles, dans une logique concurrentielle, au moyen du *reportage*. D'autre part, les journalistes contribuent à personnaliser leur travail avec des techniques comme *l'interview*. Des débats s'ébauchent alors, à l'écho ultra contemporain, sur le *sensationnalisme* (faits divers) de la presse massifiée.

Dénoncés par l'élite bourgeoise comme des conséquences de *l'américanisme* (américanisation des mœurs belges: le terme est d'époque), ces procédés marquent l'avènement d'une sorte de *culture écrite de masse*. D'autres indices, tels que l'insertion de plus en plus systématique des illustrations ou la naissance de la rubrique sportive confirment la tendance qui à elle seule mériterait une étude approfondie.

L'analyse des associations professionnelles, créées à partir du milieu des années 1880, permet la mesure concrète de la structuration du métier. Ces groupements belges s'inscrivent au sein d'un mouvement *international*, également abordé, dans lequel nombre de rédacteurs belges se distinguent. Exclusion des journalistes amateurs, création de caisses de retraites, accès à la profession par le biais d'études, constituent autant de points de débats.

La question des conditions de travail et des salaires occupe une place centrale, illustrée par l'exemple des rédactions bruxelloises. Si la création de structures professionnelles rencontre peu d'opposition parmi les journalistes, un certain nombre d'entre eux refuse d'être assimilé à des employés. Ceux-là, essentiellement *journalistes-littérateurs*, promeuvent un discours distinctif, pour se différencier à la fois des rédacteurs de presse ("tâcherons", "scribouillards") et des littérateurs évoluant dans le *champ littéraire* en voie d'autonomisation.

L'étude démontre de la sorte l'absence d'étalement entre le milieu journalistique, quasiment autonome, et celui littéraire en gésine. Elle révèle aussi la mise en place d'un *milieu intellectuel* qui a Bruxelles pour centre nerveux. Beaucoup de ces littérateurs vont en effet collaborer à la presse quotidienne (surtout de type *littéraire*) tout en privilégiant la presse périodique de revues

comme contrepoids à la presse massifiée. Ils prônent la *multiplicité qualitative* (écriture érudite ou brillante) face à la *massification populaire* (écriture industrielle).

La partie 3 se conclut par la question de *l'outil de travail* des journalistes, c'est-à-dire la langue. Jusqu'à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, la presse quotidienne belge et plus encore les revues sont avant tout d'expression française. Or certains des groupes d'intellectuels évoqués, en liaison avec des collègues étrangers, souhaitent hisser la langue française au rang de *langue de culture* mondiale. Et porter la capitale belge au titre de centre international de l'intellectualité.

C'est alors l'occasion de rappeler la pérennité de *l'influence française* dans la presse belge au 19<sup>ème</sup> siècle. Dès avant 1830, un grand nombre de directeurs, de rédacteurs sont d'origine française. Les journaux *parisianisent* volontiers et reçoivent leurs dépêches de l'Agence Havas. Les publicistes nationaux sont toutefois partagés entre leur amour de la langue et de la culture françaises (ainsi que leur intérêt à collaborer aux quotidiens parisiens très rémunérateurs) et leur peur d'une *invasion* française qui aurait conduit à la perte de *l'identité* voire, à certains moments de crise, de *la nationalité* belges.

Au tournant du siècle, ce milieu de littérateurs se sent menacé par les premières lois linguistiques en faveur des Flamands. Beaucoup d'entre eux, vont se montrer *francophiles* ardents afin de "défendre" la langue et la culture françaises. C'est-à-dire, de façon sous-jacente, les usages élitistes de l'Ancien Régime libéral censitaire, mis à mal par les triomphes de la presse massifiée et du journalisme professionnalisé.

#### 4. CONCLUSION

Les fondateurs de l'État libéral de 1830 ont constitutionnellement garanti la liberté de la presse. Dans le même temps, ils ont défendu une idée stricte et principielle de cette *liberté fondatrice*. Ils ont même systématiquement critiqué (dans leurs discours) les pratiques de la *commercialisation* des journaux (basées sur les préceptes du libéralisme économique). Et ce au nom de la liberté de la presse elle-même, qu'ils croyaient devoir protéger des marchands.

Cet empêchement, dû à une volonté politique (*doctrinale*), a nui sans conteste au développement de la presse et au processus *d'autonomisation* du milieu journalistique. Et, par conséquent, à la propagation du *média*, pourtant

supposé garant du bon fonctionnement de l'État grâce à sa contribution fondamentale à la diffusion des idées nouvelles dans l'opinion publique.

Les animateurs de la presse d'opinion ne sont pas parvenus à faire passer dans le grand public leur message à caractère *pédagogique*. Ils ont toujours prêché des convaincus, au mieux des convertis. Les classes dominantes conservatrices voulaient-elles quitter leurs cénacles, leurs coteries? Il est permis d'en douter. Tant que le régime demeurerait *censitaire*, pourquoi se seraient-elles intéressées aux "basses classes"? Dans l'esprit bourgeois, en effet, il n'est pas question de fonder un État social qui se préoccuperait du *Bien commun*. Car celui qui veut accéder à la condition de bourgeois, de citoyen de qualité (tout *homme* en vérité), le peut s'il le veut vraiment. Et les représentants de la presse démocratique qui sont sortis des débats spéculatifs pour réclamer plus de droits sociaux, notamment dans la rue, ont subi les répressions policières et les foudres de la justice.

En ce sens, le *sentiment national* dont a fait preuve avec vigueur la presse belge du 19<sup>ème</sup> siècle, ne peut être interprété comme l'illustration d'une conviction qui aurait été répandue dans toutes les couches de la Nation (celle-ci en aucun cas concrètement souveraine). Il faut plutôt parler d'opinions publiques conscientisées, multiples, contradictoires, d'origine urbaine et, quantitativement réduites (jusque dans les années 1880), qui ont utilisé la presse comme une extension amplifiée de conversations initiées dans les salons, les loges maçonniques et les cafés.

La force de la presse populaire, catholique comme libérale, a tenu, au contraire, dans sa faculté de séduction du plus grand nombre, grâce à sa capacité de *divertir* et à la rapidité avec laquelle elle a su couvrir l'actualité, selon des moyens et des procédés onéreux qui nécessitaient des capitaux. Les patrons à la tête d'entreprises de presse ont dès lors compris que pour gérer sainement un organe quotidien, il fallait lui appliquer les modes de gestion du *libéralisme économique*.

Par le fait de la commercialisation de leur outil, ces animateurs capitalistes (conservateurs mais avant tout du parti des *intérêts matériels*) se sont donnés les moyens de s'émanciper de la tutelle politique ou du moins de parler aux dirigeants moins en vassaux qu'en commensaux. En fait, ils ont simplement perçu l'impossibilité (pratique) de ne pas adapter les modes de fonctionnement du journalisme quotidien à ceux de la société occidentale qui, à partir de 1850, a vu croître ses activités financières et boursières. Sur ce point, l'esprit doctrinal (politique) a confiné au déni de réalité (économique).

De façon générale, les fondateurs de la presse populaire d'investigation dont le but premier était de vendre du papier pour s'enrichir, ont cependant aidé à la croissance de *l'esprit critique* au sein des populations. Cette percep-

tion distanciée et parfois sceptique, rendue possible en Europe par la hausse générale du niveau de la formation scolaire (la Révolution de l'éducation), a donné naissance au 20<sup>ème</sup> siècle à une première *opinion publique* dont on ne peut résumer la définition à un *public de consommateurs*.

Aussi ne faudrait-il pas jauger du potentiel de *résistance* du public avec les clés idéologiques, somme toute basiques, de la presse d'opinion. Du tout noir au tout blanc censitaire sur la question des opinions, la presse de la démocratie de masse a opté pour le gris clair et le gris foncé. Notamment parce que l'un et l'autre lectorat-électorat n'appartiennent pas aux mêmes classes socio-économiques. De ce fait, chacun a reçu (et interprété) la publicité politique avec des *grilles de lecture* différentes. Cette gradation des stades de compréhension des messages sociopolitiques (et, en miroir, celle des styles d'écriture à adopter) est d'autant plus importante à établir que la *culture écrite* dominante puise globalement aux mêmes *références* (culture classique) qu'elle prétend universelles.

Il faut également noter que, de la presse d'opinion censitaire à la presse en voie de massification, le lectorat a été multiplié par 40 et parfois plus. Sur cet aspect quantitatif, à nouveau, la presse populaire a mieux rempli sa mission de passeuse des idées nouvelles, même sous une forme diluée dans les annonces et les réclames, que la presse d'opinion. Il semble exact d'avancer que ce sont des entreprises privées qui ont mieux réussi à construire l'espace public que les journaux d'opinion *élitistes*. Et ce d'autant plus que ces "affaires" commerciales ont aussi pu défendre des causes ou avoir une opinion sur un thème d'actualité.

La forme de journalisme systémique (doctrinal) n'a pas résisté à l'esprit de compromis (*transactionnel*) propre à la démocratie de masse. Régime de la *pluralité* des opinions dans le cadre d'un Suffrage élargi et puis universel, celle-ci a lentement amené le journalisme moderne à adopter, à son tour, un ton *neutre* ou, au moins, indépendant des appareils de partis.

L'échec des élites doctrinales (y compris les journalistes-littérateurs que j'appelle les *aristocrates*) tient aussi dans leur mépris et puis dans leur peur des *foules*, qu'ils ont considérées comme des intelligences légalement mineures et à placer d'office sous tutelle. Lettrées, ayant la maîtrise de la culture écrite, les classes dirigeantes et dominantes ont longtemps jugé qu'elles seules possédaient les capacités nécessaires et suffisantes pour gouverner la Nation, *pour* le bien des populations "inférieures".

Au-delà des discours d'une minorité, la réalité de terrain a toutefois montré les conditions de travail difficiles de beaucoup de rédacteurs. Celles-ci ont contribué à l'organisation des Associations professionnelles de la fin des années 1880, sagement revendicatrices sauf sur le point de l'élimination des

*amateurs*. Cette prise de conscience corporatiste n'a pas empêché les journalistes de continuer à mettre leur plume au service de la Nation (notamment lors d'événements de prestige). Mais, à leur tour, ces rédacteurs sont devenus plus commensaux que vassaux, parties prenantes d'un 4<sup>ème</sup> pouvoir dont l'establishment politique a dorénavant eu intérêt à ménager la puissance médiatique.

L'autonomisation du champ journalistique, spécialement par le biais économique, n'est évidemment pas un gage d'indépendance du contenu des quotidiens. Il faut convenir néanmoins que la presse d'opinion du 19<sup>ème</sup> siècle, déficitaire et sous la coupe de donateurs politiques, religieux..., peut encore moins prétendre à ce statut.

D'abord parce que sa mauvaise santé financière l'a souvent contrainte à accepter de discutables insertions payantes, malgré les dénégations de ses animateurs. Ensuite parce qu'elle a défendu la ligne d'un parti ou d'un mouvement, un choix éditorial qui relève non de l'information mais de la *propagande*.

En un sens, au 19<sup>ème</sup> siècle, la presse politique d'opinion s'est livrée au travail du bonimenteur aussi volontiers que la presse commerciale, mais dans d'autres matières. Sans confondre la diffusion d'un message politique avec la vente d'une savonnette, j'ai voulu démythifier l'image d'une presse d'opinion, originelle, virginale d'intentions et au service de la Nation. Parce que, malgré l'existence indiscutable de la liberté de la presse en Belgique dès 1830, son expression censitaire a été intrinsèquement *antidémocratique*.

Pierre Van den Dungen